

**Pierre Naville**

## **Le prolétariat doit prendre l'initiative afin de bénéficier de l'échéance prochaine**

---

*La Vérité*, 10 août 1934.

Source : *l'entre-deux guerres*, Ed. EDI, 1975.

---

Aucune date n'est encore fixée comme le fut le mois précédent le « 8 juillet » ; mais la condamnation du gouvernement Doumergue n'en est pas moins prononcée. Gouvernement de décrets-loi, de déflation, réduisant les conditions de vie des travailleurs, il n'a cependant pas donné à la bourgeoisie ce dont elle a besoin : un regain de l'activité économique et la stabilité politique du pays. Le mécontentement et la méfiance ne font que surgir de partout et cela, plus certainement qu'une date arbitrairement fixée sur le calendrier, annonce la maturation d'une nouvelle crise politique.

Le discours de Tardieu en ce sens était important, non par son contenu, mais par l'opération politique qu'il constituait. Par son discours, Tardieu se posait en chef d'une fraction de la bourgeoisie, décidée à liquider l'« union nationale » au profit d'une nouvelle équipe plus autoritaire, plus répressive, moins sensible à la pression ouvrière. L'opération commencée par Tardieu se poursuit; tout comme celui-ci a, en fait, repris sa liberté vis-à-vis des formations parlementaires de gauche avec lesquelles il collaborait au gouvernement, de même l'*Union nationale des Combattants*, l'organisation qui a apporté la masse dans l'opération du 6 février, reprend sa liberté vis-à-vis des autres formations d'anciens combattants, plus ou moins influencées à gauche.

Jusqu'à présent donc, l'initiative des opérations pour écarter le gouvernement Doumergue appartient à la réaction. Nous avons déjà insisté sur ce fait, nous tenons à le faire encore davantage; le danger devient extrêmement considérable pour l'avenir des travailleurs surtout, si paradoxal que cela puisse paraître au premier abord, à la suite du pacte signé entre P.C. et P.S.

Pourquoi cela ? La nation se politise, des couches nouvelles cherchent leur voie. Pour sortir de l'impasse où a mené la crise capitaliste, elles regardent qui peut leur apporter de la stabilité, qui sait ce qu'il veut, qui fait preuve d'initiative et de résolution. Aux yeux des grandes masses, des larges couches laborieuses de la ville et des champs, le rapprochement des diverses fractions ouvrières a certainement fait grosse impression, elles en attendent les résultats. Mais si au cours des mois qui viennent, cette « unité d'action », par son absence de contenu, n'aboutit à aucun résultat et, par contre, si en face on sait exploiter cette situation – et il ne faut pas prendre la bourgeoisie pour un ennemi stupide – un revirement prononcé à droite, vers la réaction et le fascisme, serait le seul résultat tangible des illusions engendrées. C'est pourquoi, nous le répétons sans cesse, *il faut que l'initiative vienne de la part du camp ouvrier et le premier objectif, le plus concret de tous, c'est l'éviction du gouvernement Doumergue.*

L'attitude prise à cet égard par le P.C. et le P.S. est plus que scandaleuse. L'*Humanité* ne pose même pas le problème; Vaillant-Couturier se borne à vouloir faire revivre « l'esprit des tranchées ». Dans le *Populaire*, on dresse un bilan de six mois d'Union nationale; mais aucune conclusion concrète n'est apportée. Paul Faure attend ce que va faire l'ennemi « *Il faut, écrit-il, que les partis prolétariens songent à cette échéance. Que feront-ils au cas probable d'une dissolution ?* »

Ni les uns ni les autres ne songent à présenter *des solutions immédiates, des moyens immédiats* aux masses qui veulent se libérer du fardeau du gouvernement des décrets-lois.

Nous l'avons dit depuis plusieurs semaines : *pour renverser le gouvernement Doumergue, il faut préparer, organiser la grève générale*. Cela nous a déjà valu les honneurs d'une dénonciation de la *Liberté* et d'une attaque infâme de l'*Humanité*. Mais ce qui, pour nous, compte beaucoup plus, c'est de savoir que ce mot d'ordre correspond non seulement aux besoins mais à la volonté réelles des grandes masses en mouvement. Nous en avons divers indices.

Le plus important vient d'être apporté au Congrès du Syndicat national des instituteurs, adhérent à la C.G.T. Un membre du Bureau du syndicat a, dans son discours, parlé de la grève générale, non pas limitée à 24 heures, mais poursuivie jusqu'à la victoire c'est-à-dire l'abolition des décrets-lois, c'est-à-dire en fait la chute du gouvernement, car celui-ci n'est plus rien sans ses décrets-lois. La bourgeoisie, par le truchement de la presse, a immédiatement réagi avec violence contre les instituteurs. Ce n'est évidemment pas la première fois que le *Temps* s'indigne sur l'action des syndicats « illégaux » de fonctionnaires, d'instituteurs, mais rarement on vit telle rage : la menace même de la grève générale suffisait à faire perdre la tête aux agents du capital.

Et c'est pourquoi, nous disons que, maintenant, *à l'ordre du jour se pose la préparation, l'organisation de la grève générale*. Il y aura de la résistance de la part des directions ? C'est certain. Mais, comme pour le front unique, comme trop souvent depuis des années, c'est encore à vous, travailleurs, de prendre l'initiative de poser pratiquement la question. Que ce soit dans un syndicat, dans un comité de vigilance, dans une cellule ou une section, dans une commune ou un quartier prolétarien, peu importe le lieu, ce qu'il faut c'est soulever le problème, amener les ouvriers à se prononcer en faveur de la grève générale, envisager des mesures concrètes, briser la résistance des appareils occupés à freiner la lutte ouvrière.

Nous avons dit que la représentation proportionnelle et de nouvelles élections ne pouvaient constituer des mots d'ordre appropriés aux circonstances. Que ferait éventuellement une nouvelle Chambre de gauche en présence des bandes armées du fascisme ? Que donnerait dans ce cas le fonctionnement des rouages constitutionnels de la 3<sup>e</sup> République, la présidence de la République et le Sénat ? Que pourraient y gagner les masses ? etc... L'*Humanité* et le *Populaire* qui, en fait, n'appellent à aucune action réelle, fut-ce pour obtenir la dissolution de la Chambre, n'éprouvent même pas le besoin d'envisager les variantes possibles du développement ultérieur de la situation. L'un et l'autre pratiquent, au fond, la politique du « *moindre mal* » de la social-démocratie allemande. Ce qu'on a maintenant, ce n'est guère fameux, mais que peut nous réserver le lendemain, personne ne le sait et c'est pourquoi nous, dirigeants du P.C. et du P.S., nous nous efforçons par de grands rassemblements concurrents aux manifestations réactionnaires, de maintenir l'équilibre actuel. Le malheur pour eux, et plus encore pour la classe ouvrière sur laquelle ils ont encore l'influence prépondérante, c'est que la bourgeoisie ne pourra se résoudre à l'équilibre actuel.

Or, il se trouve qu'au sein même de cette bourgeoisie, des courants, plus directement liés à des couches petites bourgeoises, ont senti la nécessité d'apporter une solution nouvelle. D'où l'idée de la « *Constituante* » soulevée par des députés radicaux. Comme de juste, le *Populaire* et l'*Humanité*, prenant cette proposition pour une plaisanterie, s'en tirent par une pirouette, au lieu d'opposer aux utopies bourgeoises et petites bourgeoises – qui, en fin de compte, ne peuvent servir que la réaction et le fascisme – des solutions précises, claires, susceptibles de rassembler autour du prolétariat révolutionnaire toutes les masses laborieuses encore attachées aux conceptions démocratiques.

La Ligue communiste a, dès le mois de juin, pris position claire dans son *programme d'action*. Nous ne proposons pas de doubler le moulin à paroles du Palais-Bourbon d'un autre moulin à paroles, pendant que la bourgeoisie ferait exécuter ses ordres et ses volontés par un gouvernement à poigne. Aux masses qui ont encore confiance dans la démocratie, rappelons-leur non pas la démocratie de la Troisième République, née sur les cadavres de la Commune de Paris, mais la démocratie la plus large, du temps où la petite bourgeoisie des villes, les ouvriers et les paysans balayaient magistralement la monarchie et la féodalité, celle de la Convention.

Pas de confiance dans la bourgeoisie, dans une quelconque de ses formations, pour réformer la société dans un sens favorable aux masses travailleuses. La situation précaire impose à la grande bourgeoisie pour le maintien de sa domination une concentration de son pouvoir en un petit nombre de mains. Pour assurer la défense de leurs intérêts, pour barrer la route au « gouvernement fort » à leur dépens, les travailleurs doivent imposer l'abolition de la Présidence de la République et du Sénat, et la substitution au Parlement croupion d'une « *assemblée unique concentrant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif* » dont « *les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient, pendant le temps de leur mandat le traitement d'un ouvrier qualifié* ».

C'est seulement en luttant pour une démocratie aussi large, en l'instaurant, que les travailleurs, au lieu d'être repoussés en arrière par la réaction et le fascisme, lutteraient efficacement pour leurs revendications et se créeraient un vaste champ d'expérience qui leur faciliterait la voie pour l'établissement d'un véritable gouvernement des ouvriers et des paysans.

Au moment où une échéance s'approche pour laquelle la réaction se prépare intensivement, avec plus de persévérance encore que nous avons mené la lutte pour le front unique nous lutterons pour faire triompher les seuls mots d'ordre qui peuvent ouvrir une perspective à la résistance prolétarienne.

*Vive la grève générale pour renverser Doumergue !*

*À bas la Présidence de la République et le Parlement capitulard devant la réaction ! En avant pour une assemblée unique, émanant véritablement du peuple.*

*La Vérité, 10 août 1934.*